



## Conseil de sécurité

Distr. générale  
13 septembre 2002  
Français  
Original: anglais

---

**Lettre datée du 9 septembre 2002, adressée au Président  
du Conseil de sécurité par le Président du Comité  
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)  
concernant la lutte antiterroriste**

J'ai l'honneur de me référer à ma lettre du 22 juillet 2002 (S/2002/815).

L'Azerbaïdjan a adressé au Comité contre le terrorisme le rapport complémentaire ci-joint, conformément au paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité du Conseil de sécurité  
créé par la résolution 1373 (2001)  
concernant la lutte antiterroriste  
(*Signé*) Jeremy **Greenstock**



**Annexe**

**Lettre datée du 26 août 2002, adressée au Président du Comité  
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)  
concernant la lutte antiterroriste  
par le Représentant permanent de l'Azerbaïdjan  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement et en réponse à votre lettre datée du 10 juin 2002, j'ai l'honneur de communiquer aux membres du Comité contre le terrorisme le texte d'un rapport complémentaire établi par le Gouvernement de la République azerbaïdjanaise. Conformément aux paragraphes 3 à 6 des directives du Comité contre le terrorisme en date du 26 octobre 2001, ce rapport répond aux questions formulées dans la lettre susmentionnée.

Le Représentant permanent  
(*Signé*) Yashar Aliyev

## Pièce jointe

### **Rapport complémentaire présenté au Comité contre le terrorisme par l'Azerbaïdjan**

[Original : russe]

#### **Paragraphe 1, alinéa a)**

**Question : L'Azerbaïdjan pourrait-il préciser si la loi de la République azerbaïdjanaise sur la lutte contre le terrorisme comprend des dispositions relatives à la lutte contre le financement du terrorisme? Dans l'affirmative, veuillez présenter un aperçu des principales dispositions en question.**

La loi de 1999 sur la lutte contre le terrorisme ne comprend pas de dispositions relatives à la lutte contre le financement du terrorisme. Lors de l'adoption de cette loi, la République azerbaïdjanaise n'était pas partie à la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme, à laquelle elle a adhéré le 1er octobre 2001. À l'heure actuelle, toutes les mesures législatives nécessaires sont prises pour en appliquer les dispositions. En particulier, le nouveau projet de loi sur la lutte contre le terrorisme actuellement élaboré par le *Milli Medjlis* (Parlement) comprend une définition du financement du terrorisme et prévoit expressément des mesures visant à le prévenir, qui consistent notamment à détecter, bloquer, saisir et confisquer les fonds destinés au financement d'actes terroristes.

On notera cependant que l'article premier de la loi susmentionnée sur la lutte contre le terrorisme définit le terme « activité terroriste » et établit que toute activité ayant trait au financement intentionnel d'une organisation terroriste ou de groupes terroristes ou à la fourniture à ceux-ci d'une aide sous d'autres formes est assimilée à une activité terroriste. Selon l'article 2 de la même loi, la législation en matière de lutte contre le terrorisme est fournie par la Constitution de la République azerbaïdjanaise, les accords internationaux ou régionaux auxquels l'Azerbaïdjan est partie, la loi sur la lutte contre le terrorisme et d'autres textes de loi de la République azerbaïdjanaise.

Comme il a été indiqué ci-dessus, le Parlement de la République azerbaïdjanaise a adopté le 1er octobre 2001 une loi portant adhésion de la République azerbaïdjanaise à la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme, loi qui, après avoir été publiée au *Journal officiel*, a pris effet le 23 octobre 2001.

Conformément aux articles 148 et 151 de la Constitution, les accords internationaux auxquels l'Azerbaïdjan devient partie font partie intégrante de la législation de la République azerbaïdjanaise et, en cas de désaccord entre les instruments juridiques normatifs du pays et ces accords internationaux, ce sont les dispositions prévues par ces derniers qui s'appliquent.

On peut donc conclure de ce qui précède que la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme fait partie intégrante de la législation de la République azerbaïdjanaise et s'applique sur son territoire.

**Question : Veuillez fournir des informations détaillées concernant les dispositions de la loi de la République azerbaïdjanaise sur la lutte contre le terrorisme qui portent sur les infractions visées par la résolution.**

La législation azerbaïdjanaise en matière de lutte contre les infractions de caractère terroriste visées par la résolution 1373 (2001) se présente comme suit :

Conformément aux articles 1, 17 et 19 de la loi sur la lutte contre le terrorisme, est également considéré comme activité terroriste le financement intentionnel d'organisations ou de groupes terroristes ou la fourniture à ceux-ci d'une aide sous d'autres formes; les personnes qui participent à des activités terroristes sont responsables devant la loi de la République azerbaïdjanaise; toute organisation (ou sa filiale ou la société qui la représente) liée à des activités terroristes opérant sur le territoire de la République azerbaïdjanaise peut être dissoute sur décision du Tribunal.

Conformément aux articles 17 et 21 de la loi sur la lutte contre le terrorisme, les fonctionnaires et les citoyens qui enfreignent ladite loi sont responsables devant la loi de la République azerbaïdjanaise; les personnes qui participent à des activités terroristes sont responsables devant la loi de la République azerbaïdjanaise; en vue de garantir l'exercice des droits et des libertés de l'individu ainsi que d'assurer la sécurité publique et la sécurité internationale, les personnes qui commettent des actes terroristes ou qui participent à la commission de tels actes, indépendamment du lieu où ces actes ont été planifiés ou sont commis, en vertu de la législation de la République azerbaïdjanaise et des accords internationaux conclus par l'Azerbaïdjan, sont passibles de poursuites pénales et des peines prévues par la loi, ou sont passibles d'extradition vers un État étranger afin d'y être jugées ou d'y purger la peine encourue.

La législation pénale de la République azerbaïdjanaise prévoit la responsabilité des auteurs d'actes terroristes à l'article 214 de son code pénal. Selon cette législation, les personnes qui financent le terrorisme sont passibles de poursuites pénales pour participation à des activités terroristes et encourrent les peines prévues à l'article 214 du Code pénal. Des dispositions particulières du Code pénal (art. 31 à 34) portant sur la notion et le type de participation et la responsabilité des participants excluent la possibilité juridique de soustraire ces personnes à leur responsabilité. Sont considérés comme participants au regard de la législation pénale azerbaïdjanaise l'exécutant, l'organisateur, l'instigateur et le complice de l'infraction, qui peuvent être, selon le cas, des personnes qui financent le terrorisme.

Les mêmes dispositions s'appliquent aux personnalités publiques qui participent à un acte terroriste (art. 277 du Code pénal) ou à toute autre infraction prévue par le Code pénal.

Il ressort de ce qui précède que, bien que le Code pénal de la République azerbaïdjanaise ne comprenne pas d'articles prévoyant expressément des poursuites pénales pour financement du terrorisme, les personnes qui se rendent coupables de telles infractions sont néanmoins poursuivies.

En vertu du paragraphe 1 de l'article 12 du Code pénal, les citoyens de la République azerbaïdjanaise et les apatrides résidant en Azerbaïdjan à titre permanent ayant commis l'acte en dehors du territoire de la République azerbaïdjanaise sont passibles de poursuites pénales conformément au Code pénal azerbaïdjanais si cet acte est considéré comme une infraction en Azerbaïdjan et dans

l'État sur le territoire duquel l'acte a été commis, et si ces personnes n'ont pas été condamnées dans un État étranger.

Le paragraphe 3 de l'article 12 du Code pénal stipule que les étrangers et les apatrides ayant commis des infractions telles que terrorisme, détournement d'aéronef, prise d'otages, circulation illicite de narcotiques et de substances psychotropes, fabrication ou vente de fausses monnaies ou de faux titres, attaque contre des personnes ou des organisations bénéficiant de l'immunité internationale, ainsi que d'autres infractions punissables en vertu des accords internationaux conclus par l'Azerbaïdjan, sont passibles de poursuites pénales conformément au Code pénal de la République azerbaïdjanaise, quel que soit le lieu où ces infractions ont été commises.

Ainsi qu'il ressort de ce qui précède, la législation pénale en vigueur en Azerbaïdjan fournit les bases juridiques nécessaires pour engager des poursuites pénales contre les délinquants qui commettent des actes liés au financement du terrorisme. Ces dispositions de la législation excluent en outre toute possibilité de donner refuge à ces personnes et d'utiliser le territoire de l'Azerbaïdjan pour commettre des actes terroristes.

**Question : Veuillez faire le point des mesures prises pour améliorer la législation interne de l'Azerbaïdjan en matière de lutte contre le terrorisme.**

L'amélioration de la législation nationale en matière de lutte contre le terrorisme s'opère actuellement sur plusieurs fronts. Premièrement, on se propose d'adopter une nouvelle loi sur la lutte contre le terrorisme qui portera sur divers aspects de l'action menée contre la terreur organisée et comprendra, en particulier, des mesures touchant la lutte contre le financement du terrorisme, la fourniture d'une assistance juridique, la protection des personnes qui contribuent à la lutte contre le terrorisme, l'extradition des délinquants, etc. Deuxièmement, afin d'assurer l'inéluctabilité de la responsabilité des délinquants, la loi sur l'extradition des délinquants a été adoptée en 2001. Cette loi interdit de qualifier les actes commis par des terroristes d'infractions de caractère politique, assurant par là leur extradition aux fins de poursuites pénales. De plus, en cas de refus d'extrader des terroristes en vertu de dispositions prévues par la législation en vigueur, ceux-ci pourront être poursuivis selon le Code pénal de la République azerbaïdjanaise. En matière de terrorisme, comme pour ce qui touche d'autres infractions de caractère international, la législation azerbaïdjanaise se fonde sur le principe *aut dedere aut judicare* (soit livrer, soit juger). Troisièmement, la nouvelle législation pénale de la République azerbaïdjanaise non seulement établit la responsabilité pénale des auteurs d'actes terroristes, mais prévoit aussi une juridiction universelle en matière de terrorisme. Conformément au paragraphe 3 de l'article 12 du Code pénal, les personnes qui commettent des actes terroristes, quel que soit le lieu où l'infraction est commise, sont passibles de poursuites pénales et encourrent les peines prévues par le Code.

Un nouveau projet de loi sur la lutte contre le terrorisme est en cours d'élaboration [voir ci-dessus, par. 1, al. a)], qui comprendra tout en ensemble de mesures touchant la lutte contre le financement du terrorisme, la coopération internationale en matière d'assistance juridique sur les questions relatives aux infractions terroristes, l'extradition des terroristes, la protection des personnes qui contribuent à l'action de la justice, etc. De plus, l'adoption de mesures visant à lutter contre le financement du terrorisme aura une incidence sur la législation en

matière financière et bancaire : des mesures seront prises, notamment, pour détecter et bloquer les fonds pouvant servir à commettre des actes terroristes. Il est également prévu d'élaborer une loi sur la lutte contre le blanchiment de fonds acquis par des moyens criminels.

Compte tenu du fait que l'article 5 de la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme engage la responsabilité non seulement pénale et civile, mais aussi administrative de la personne ayant commis l'infraction, il apparaît opportun d'apporter les modifications correspondantes au Code des infractions administratives, de conformer le Code fiscal à l'article 13 de la Convention, de définir, en fonction de la Convention, les types de responsabilité prévus à l'article 17 de la loi sur la lutte contre le terrorisme et d'apporter les modifications voulues, compte tenu du sixième paragraphe du préambule et d'autres articles de la Convention, aux instruments juridiques normatifs relatifs aux activités caritatives, aux associations sociales, aux activités bancaires, à la réglementation en matière de devises et aux titres.

### **Paragraphe 1, alinéa b)**

**Question : Veuillez préciser si le Code pénal de la République d'Azerbaïdjan contient des dispositions spéciales prévoyant la responsabilité pénale pour le financement du terrorisme, depuis que le pays a ratifié la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme.**

La ratification de cette convention ainsi que l'adoption prochaine d'une loi relative à la lutte contre le terrorisme entraînent la nécessité de criminaliser le financement du terrorisme. Le Code pénal du pays sera prochainement modifié en conséquence.

En particulier, après l'entrée en vigueur de la loi relative à l'adhésion de la République d'Azerbaïdjan à la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme, et conformément à l'ordonnance No 818 du Président de la République, en date du 11 octobre 2001, relative à l'harmonisation de la législation en vigueur avec les dispositions de la Convention, le Ministère de la justice a élaboré et proposé aux organes suprêmes un projet de loi prévoyant d'ajouter au Code pénal un nouvel article, établissant la responsabilité de ceux qui financent le terrorisme, collectent ou fournissent des fonds à cet effet.

**Question : Les décisions de la Banque centrale d'Azerbaïdjan, communiquées aux institutions financières ont-elles force de loi?**

Conformément à l'article 3.4 de la loi du 26 novembre 1999 relative aux dispositions législatives, les règles, instructions et prescriptions de la Banque nationale d'Azerbaïdjan qui, conformément aux lois relatives à la Banque nationale et à la réglementation des devises, est l'organe de contrôle bancaire et de réglementation des devises, ont caractère de lois et doivent donc être appliquées par toutes les institutions financières auxquelles elles s'adressent. Les décisions de la Banque nationale d'Azerbaïdjan, une fois enregistrées auprès du Ministère de la justice et publiées, ont force contraignante.

**Question : Les intermédiaires financiers, les juristes, les notaires et autres personnes physiques ou morales sont-ils tenus d'informer les organes compétents des pouvoirs publics de transactions suspectes?**

Conformément aux lois régissant l'activité des personnes physiques ou morales, ces personnes sont tenues, si leurs soupçons sont fondés, d'informer les organes compétents des pouvoirs publics de transactions suspectes. Conformément à l'article 307 du Code pénal, quiconque ne communique pas les informations qu'il possède sur des crimes graves ou particulièrement graves qui se préparent ou ont déjà été commis est responsable au pénal. En outre, les fonctionnaires qui utilisent leurs fonctions pour poursuivre leur intérêt personnel au détriment de ceux du service ne remplissent pas leurs obligations ou s'en acquittent mal, ou se rendent coupables d'un manque de conscience professionnelle ou de négligence envers le service, peuvent être poursuivis en vertu des articles 308 et 314 du Code pénal. Selon la gravité de la faute, ils peuvent être condamnés à des mesures disciplinaires, des amendes ou des sanctions administratives.

Conformément à l'article 42 de la loi sur le notariat, le notaire ou tout autre fonctionnaire en remplissant la fonction doit, s'il détecte une violation de la loi dans l'accomplissement de ses fonctions, en informer les institutions, entreprises, organisations compétentes ou encore le Procureur pour qu'ils prennent des mesures. Si l'authenticité du document produit est douteuse, le notaire ou tout autre fonctionnaire en remplissant la fonction doit soumettre le document en question à une expertise.

Les informations sur les accords conclus par des personnes physiques ou morales mentionnés dans la liste consolidée des terroristes et des organisations terroristes établie par le Comité du Conseil de sécurité créé par les résolutions 1267 (1999), 1333 (2000) et 1390 (2002) du Conseil de sécurité doivent être communiquées par les intermédiaires financiers aux organes compétents des pouvoirs publics. Il faut également souligner que la loi relative aux enquêtes et aux opérations donne aux organes de maintien de l'ordre la possibilité de recevoir les informations dont ils ont besoin.

Comme suite aux modifications apportées à la loi relative à la réglementation des devises, quiconque a connaissance de l'entrée par la frontière de la République d'Azerbaïdjan de devises (de ressources en devises) d'un montant supérieur à l'équivalent de 50 000 (cinquante mille) dollars des États-Unis doit en informer dans les sept jours les organes compétents des pouvoirs publics.

### **Paragraphe 1, alinéa c)**

**Question : Veuillez exposer dans leurs grandes lignes les procédures de gel des avoirs monétaires ou financiers ou autres ressources économiques des personnes et des organisations liées au terrorisme.**

Conformément au Code de procédure pénale du pays, la saisie des biens a pour but d'intenter une action civile et de confisquer les biens dans les cas visés par la législation pénale et consiste à faire l'inventaire de ces biens et à interdire au propriétaire d'en disposer, et, si nécessaire, de les utiliser. La saisie des dépôts bancaires entraîne la cessation de toute opération les concernant. La saisie des biens n'est possible que si les éléments rassemblés dans le cadre d'une affaire pénale la justifient. Cette saisie est effectuée en règle générale sur décision du tribunal. Dans les cas ne souffrant pas de retard, lorsque des informations précises permettent de croire que les biens ou les objets et avoirs acquis par des moyens criminels seront détruits, endommagés, abîmés ou cachés par l'auteur du crime ou aliénés pour payer

l'action civile intentée, l'enquêteur peut procéder à la saisie des biens sans décision du tribunal et dans le respect des exigences du Code de procédure pénale.

La procédure directe de gel des comptes bancaires est la suivante : si les banques s'aperçoivent que des personnes soupçonnées de terrorisme ont un compte chez elles, elles en informent sans délai la Banque nationale d'Azerbaïdjan, laquelle communique à son tour ces données aux organes et structures de maintien de l'ordre compétents du Ministère de la sécurité nationale; ces comptes seront par la suite gelés sur décision du tribunal. Il faut souligner que les comptes des personnes soupçonnées de liens avec le terrorisme sont, comme on l'a déjà dit, gelés sur décision du tribunal, et, dans la pratique et en règle générale, la Banque nationale communique cette décision à toutes les banques du pays pour qu'elles l'appliquent.

### **Paragraphe 1, alinéa d)**

**Question : Les personnes et organisations non résidentes peuvent-elles détenir des avoirs monétaires et financiers auprès d'institutions financières de l'Azerbaïdjan?**

Conformément à la loi relative aux banques et à l'activité bancaire, les relations entre les organisations de crédit et leurs clients sont régies par accord. Les organisations de crédit ne sont pas habilitées à décider à quoi seront utilisés les avoirs monétaires de leurs clients, à en contrôler l'utilisation ou à limiter de toute autre manière non prévue par la loi ou par accord le droit de leurs clients d'utiliser à leur guise leurs avoirs financiers. Elles ont le droit d'ouvrir et de gérer des comptes pour des personnes physiques ou morales, d'effectuer des opérations sur les comptes de personnes physiques ou morales, y compris d'organisations de crédit correspondantes, sur leur demande. Peuvent effectuer des dépôts auprès d'organisations de crédit les citoyens de la République d'Azerbaïdjan, les citoyens étrangers et les apatrides. Les détenteurs peuvent disposer de leurs comptes, en recevoir des intérêts et effectuer des règlements par compensation.

**Question : Quelles mesures de prévention et de contrôle, autres que l'enregistrement obligatoire, l'Azerbaïdjan a-t-il introduites pour empêcher que les fonds et autres ressources économiques reçus à des fins religieuses, charitables et culturelles n'aillent financer le terrorisme?**

Le Ministère de la sécurité nationale et d'autres organes de maintien de l'ordre prennent les mesures de détection et les mesures opérationnelles nécessaires à l'encontre des organisations (y compris des organisations humanitaires) soupçonnées d'entretenir des liens avec le terrorisme ou de le soutenir. Grâce à ces mesures, l'activité de telles organisations, y compris d'organisations économiques, est réduite à néant. Ainsi, à partir de 2000, le Ministère de la sécurité nationale a soigneusement enquêté sur les présidents de quelques organisations de bienfaisance opérant en Azerbaïdjan et, sur la base des informations ainsi obtenues, le Ministère de la justice a refusé d'enregistrer ces organisations au motif qu'elles s'occupaient de propagande religieuse contraire à leur statut officiel et qu'elles participaient au financement de certains groupes à caractère terroriste qu'elles envoyaient dans les zones de conflit.

En outre, pour empêcher que les fonds recueillis à des fins religieuses, culturelles et charitables ne soient utilisés pour financer le terrorisme, on a élaboré



un nouveau projet de loi relatif aux banques, qui pose notamment comme condition l'identification des clients et l'octroi de licences à ces derniers.

De plus, conformément au décret No 25 du Président du Comité gouvernemental douanier, en date du 3 juillet 1998, adopté par le Comité et enregistré auprès du Ministère de la justice, concernant l'application, le long des points de passage de la frontière de l'Azerbaïdjan, de la décision No 95 du Cabinet des ministres, en date du 28 avril 1998, relative aux règles régissant l'introduction par des personnes physiques sur le territoire de la République de monnaie nationale, de titres libellés en monnaie nationale et d'autres valeurs monétaires, un certificat (GA-5) est délivré lors de l'importation en Azerbaïdjan de devises d'un montant supérieur à 10 000 (dix mille) dollars des États-Unis. Conformément au décret No 13 du Comité gouvernemental douanier, en date du 13 février 2002, pris en accord avec la Banque nationale et le Ministère des impôts de la République d'Azerbaïdjan, la Banque nationale et le Ministère des impôts doivent avoir connaissance de l'introduction sur le territoire de toute somme en devises supérieure à 50 000 (cinquante mille) dollars des États-Unis.

## **Paragraphe 2, alinéa a)**

**Question : Veuillez décrire les mesures législatives ou autres prises pour réglementer la production, la vente, l'acquisition, la détention et le transport d'armes et d'explosifs à l'intérieur du territoire à Azerbaïdjan.**

En République azerbaïdjanaise, les problèmes juridiques posés par le commerce des armes réglementaires et des armes civiles et munitions correspondantes relèvent de la loi sur ces mêmes armes qui a été adoptée le 30 décembre 1997 et est entrée en vigueur en vertu d'un décret du Président de la République en date du 21 février 1998. Par « commerce des armes » il faut entendre la fabrication, l'importation, l'exportation, la vente, le transfert à des tiers, l'acquisition, la collection, l'exposition, l'enregistrement, la détention, le port, le transport, l'utilisation, l'expédition, la saisie et la destruction d'armes. Cette même loi régit le commerce et l'utilisation des armes légères. Le contrôle des mouvements de ce type d'armes à l'intérieur du pays est effectué par le Ministère de l'intérieur et le Centre national de normalisation et de métrologie.

Les articles 228 à 232 du Code pénal azerbaïdjanaise établissent la responsabilité pénale pour l'acquisition, le transfert, la vente, la détention, le transport et le port d'armes à feu illicites, ainsi que pour les pièces détachées et munitions correspondantes, et les matières et engins explosifs.

Aux termes du décret No 637 du Président de la République, en date du 4 octobre 1997, sur la liste des activités exigeant une autorisation (licence) spéciale, la réparation et l'entretien du matériel militaire, de tous les types d'armes et de munitions, des moyens et appareils militaires et des pièces détachées correspondantes, ainsi que l'élimination (par enfouissement, transformation, etc.) du matériel militaire et des munitions périmés sont autorisés au titre de licences délivrées par le Ministère de la défense.

**Question : Veuillez expliquer comment l'Azerbaïdjan régit le commerce international des armes et explosifs.**

Conformément au paragraphe 7.1 de la réglementation des importations et des exportations azerbaïdjanaises, qui a été adoptée en vertu du décret du Président de la République No 609 du 24 juin 1997, intitulé « Poursuite de la libéralisation du commerce extérieur de la République azerbaïdjanaise », c'est au Conseil des ministres qu'incombe la responsabilité exclusive de l'importation et de l'exportation d'armes et de matériel militaire et des pièces détachées nécessaires pour leur production, de poudre, de matières explosives, de moyens pyrotechniques, de matières, techniques, équipements et armements nucléaires et de matières radioactives spéciales non nucléaires, y compris les déchets nucléaires. Il est interdit d'exporter ces marchandises à crédit, en consignation ou dans le cadre des échanges frontaliers.

La procédure de délivrance des licences est la suivante : les demandes de licence pour l'exportation d'une marchandise quelconque doivent être adressées au Conseil des ministres, qui les transmet pour examen aux ministères et établissements d'État compétents. Ces demandes sont généralement examinées par les Ministères de la défense, de la sécurité nationale, de l'intérieur et de la santé, ainsi que par le Comité d'État chargé de contrôler la sécurité dans le secteur industriel et minier, le Ministère de l'écologie et des ressources naturelles, l'Académie des sciences, les instituts de recherche et d'autres établissements d'État. Le Conseil des ministres ne délivre les licences qu'après avoir reçu l'aval de tous ces organismes.

Les personnes exportant et fabriquant illégalement des armes sont pénalement responsables en vertu des articles 206 et 279 du Code pénal azerbaïdjanais.

L'importation en Azerbaïdjan d'armes, y compris d'armes légères, n'est autorisée que si le destinataire est un organisme d'État habilité à procéder à ce type d'opération. Les entreprises ayant le droit de produire, d'acheter et de détenir des armements sont autorisées à en importer uniquement après certification des armes et enregistrement des informations nécessaires. Les armes et munitions importées doivent être estampillées et marquées conformément aux normes en vigueur. Toute arme légère fabriquée ou importée en Azerbaïdjan doit être certifiée. En l'absence d'accord avec l'État producteur sur la reconnaissance mutuelle des certifications, les armes légères importées en Azerbaïdjan sont certifiées sur la base de la déclaration du fabricant.

Le Centre national de normalisation et de métrologie délivre des certificats en conformité avec les prescriptions relatives à la certification des armes légères. Ces certificats autorisent à importer des armes sur le territoire azerbaïdjanais.

La République azerbaïdjanaise est partie à la Convention sur le marquage des explosifs plastiques et en feuilles aux fins de détection, en date du 1er mars 1991 (loi No 746-IQ du 9 novembre 1999 portant adhésion de la République azerbaïdjanaise) et prend diverses mesures afin de s'acquitter de ses obligations internationales. Par ailleurs, elle a adopté le document de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) sur les armes légères, adopté le 24 novembre 2000 à la 308e séance plénière du Forum de l'OSCE sur la coopération dans le domaine de la sécurité. Pour ce qui est de la coopération internationale concernant les questions liées aux armes légères, il convient de noter qu'en sus de l'ONU et de l'OSCE, l'Azerbaïdjan entretient des relations de partenariat avec les États membres du Conseil de partenariat euro-atlantique/Partenariat pour la paix.

L'Azerbaïdjan ne fabrique, n'importe ni n'exporte d'armes nucléaires, chimiques ou bactériologiques. En ce qui concerne les instruments juridiques internationaux dans ce domaine auxquels est partie l'Azerbaïdjan, la liste en est la suivante :

- Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, 1968 (loi azerbaïdjanaise No 254 du 4 août 1992);
- Document ayant fait l'objet d'un accord entre les États parties au Traité sur les forces conventionnelles en Europe, 1996 (loi azerbaïdjanaise No 295-IQ du 16 mai 1997);
- Accord conclu le 6 novembre 1998 à Vienne entre la République azerbaïdjanaise et l'Agence internationale de l'énergie atomique sur l'adoption de garanties dans le cadre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et Protocoles additionnels, (loi azerbaïdjanaise No 629-IQ du 23 mars 1999);
- Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction, 1992 (loi No 735-IQ du 9 novembre 1999 portant adhésion de la République azerbaïdjanaise);
- Traité d'interdiction complète des essais, 1996 (loi azerbaïdjanaise No 551-IQ du 1er décembre 1998);
- Convention européenne sur le contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes à feu par des particuliers, conclue le 28 juin 1978 à Strasbourg (loi No 835-IQ du 17 mars 2000 portant adhésion de la République azerbaïdjanaise).

## **Paragraphe 2, alinéa b)**

**Question : Veuillez décrire le mécanisme d'alerte rapide à l'intention d'autres États sur l'éventualité d'activités terroristes.**

Au cas où la République azerbaïdjanaise recevrait des informations sur un acte terroriste en préparation contre un autre État, une proposition concernant la possibilité d'une assistance serait adressée aux organes compétents de l'État concerné après vérification soigneuse des informations reçues.

Le Ministère azerbaïdjanais de la sécurité nationale assure une collaboration dans le domaine de la lutte antiterroriste, notamment en échangeant des informations sur les activités terroristes avec les services spéciaux d'autres États, aux niveaux bilatéral et multilatéral. Par exemple, au niveau bilatéral, le Ministère de la sécurité nationale a signé 14 accords et un protocole de coopération et d'entraide avec les services spéciaux de 12 États. Les dispositions de ces accords prévoient divers mécanismes de coopération dans la lutte antiterroriste, en particulier l'alerte rapide des partenaires étrangers.

En ce qui concerne la coopération multilatérale dans ce domaine, il convient de noter que le Ministère azerbaïdjanais de la sécurité nationale a signé le Protocole portant création de la Conférence des directeurs des services spéciaux des États turcophones et ses annexes 1 et 2, l'Accord sur la lutte contre la criminalité

organisée sur lequel reposent les activités du Conseil des directeurs des organes de sécurité et des services spéciaux des États membres de la CEI, le Protocole sur la lutte antiterroriste, sans compter 20 protocoles divers dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et divers types de criminalité organisée, y compris le Protocole de coopération et d'entraide des organes de sécurité et des services spéciaux des États membres de la CEI dans la lutte contre les activités terroristes, séparatistes et extrémistes menées sous des prétextes religieux, ethniques et politiques, qui a été adopté en juillet 2000 à Kiev lors d'une session du Conseil des directeurs des organes de sécurité et des services spéciaux des États membres de la CEI.

Point 2.4. Au titre des arrangements concernant le Centre de lutte antiterroriste des États membres de la CEI, il est prévu de constituer, sur la base de la banque de données unifiée des organes de sécurité et des services spéciaux et des banques de données des autres organes compétents des États membres de la CEI, une banque de données spécialisée sur :

- Les organisations terroristes et extrémistes internationales, leurs dirigeants et leurs membres;
- L'état, la dynamique et les tendances de la diffusion du terrorisme international et autres manifestations d'extrémisme dans les États membres de la CEI et d'autres États;
- Les structures non gouvernementales et les particuliers qui assurent un appui aux terroristes internationaux.

La République azerbaïdjanaise, qui prend activement part aux activités de ce centre, transmet régulièrement des informations aux organes compétents des États membres de la CEI et répond également à leurs demandes de renseignements.

En ce qui concerne la coopération entre les organes de divers États, il convient de noter que les accords bilatéraux et multilatéraux susmentionnés ont jeté la base d'un mécanisme de coopération interservices des États dans le domaine du contrôle des frontières et de la lutte contre la criminalité économique et le trafic de drogues. En particulier, ces questions ont trouvé place dans le Mémoire de coopération concernant les aspects frontaliers de la lutte contre le trafic de stupéfiants et de substances psychotropes et autres activités de contrebande, signé par les Ministères des affaires étrangères de la République azerbaïdjanaise et de la République islamique d'Iran, et dans le Protocole sur la mise en place de centres de recherche et de contrôle et l'échange d'informations, conclu en mars 2002 entre les troupes frontalières du Ministère de la sécurité nationale de la République azerbaïdjanaise et le Département d'État de la protection des frontières de la Géorgie. Le 29 avril 2002, l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie ont signé à Trabzon un accord trilatéral de coopération dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, la criminalité organisée, le trafic de stupéfiants et de substances psychotropes, la légalisation des revenus obtenus illégalement (blanchiment d'argent), la contrebande et le commerce des armes et d'autres crimes graves.

## **Paragraphe 2, alinéa c)**

**Question :** Veuillez décrire les dispositions en vigueur en Azerbaïdjan qui concernent le refus d'accorder l'asile aux personnes accusées d'avoir commis des actes terroristes.

En vertu de l'article 70 de la Constitution azerbaïdjanaise et conformément aux normes juridiques internationales généralement reconnues, la République azerbaïdjanaise accorde l'asile aux étrangers et aux apatrides.

La loi du 8 juillet 1999 sur le statut des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays dispose ce qui suit :

« Article 2. Le statut de réfugié est refusé :

- Aux personnes ayant commis un crime contre la paix, un crime de guerre ou un crime contre l'humanité, conformément au droit international;
- Aux personnes qui ont commis avant leur arrivée sur le territoire azerbaïdjanais et en dehors de ce territoire une infraction grave ou particulièrement grave de caractère non politique;
- Aux personnes accusées d'avoir commis des actes contraires aux buts et aux principes de l'Organisation des Nations Unies.

Article 8. Envoi d'étrangers et d'apatrides dans un autre pays :

- Les personnes qui, en vertu de la loi en vigueur, ne peuvent se voir accorder le statut de réfugié et le droit d'asile peuvent être envoyées dans un autre pays aux termes de la loi azerbaïdjanaise sur le statut juridique des étrangers et des apatrides.

Article 15. Perte du statut de réfugié et interdiction de renvoi, de transfert ou de retour forcé des réfugiés dans un autre pays :

- Perdent leur statut de réfugié les personnes qui constituent une menace pour la sécurité de l'État et l'ordre public, qui se sont vu accorder le statut de réfugié après avoir donné des informations notoirement fausses ou présenté des documents falsifiés ou qui ont été condamnées par un tribunal à une peine privative de liberté à temps ou à perpétuité pour avoir commis une infraction grave ou particulièrement grave. »

Le décret du Président de la République azerbaïdjanaise en date du 13 novembre 2000 a confirmé la procédure d'examen des demandes de statut de réfugié, comme suit :

Les citoyens de pays étrangers ou les apatrides qui demandent, conformément aux normes juridiques internationales, le statut de réfugié en République azerbaïdjanaise sans pouvoir produire les pièces d'identité nécessaires ou la preuve de leur entrée légale sur le territoire azerbaïdjanais font l'objet, de la part des organes compétents du Ministère de l'intérieur, d'une procédure d'identification et demeurent dans un centre d'accueil provisoire jusqu'à confirmation de la véracité de leurs affirmations.

Les étrangers et les apatrides qui demandent le statut de réfugié doivent remplir un questionnaire spécial et indiquer les raisons de leur demande, donner des renseignements sur leur pays, leur lieu de naissance, leur situation de famille, leur propre famille et les membres de leur famille (y compris les personnes dont ils ont la charge ou qui se trouvent sous leur tutelle), et transmettre au Comité d'État pour les réfugiés et les personnes déplacées un document de voyage ou une pièce d'identité légale (passeport, certificat de voyage, etc.).

Les fonctionnaires compétents du Comité d'État pour les réfugiés procèdent à des entretiens avec les demandeurs d'asile.

Cet entretien se déroule à titre individuel et demeure confidentiel.

Au cours de l'entretien, le requérant doit expliquer les raisons de sa demande de statut de réfugié, indiquer les lieux où il a résidé, son itinéraire, les raisons de son séjour sur le territoire d'autres États et les demandes éventuelles d'asile dans les États où il a séjourné, et fournir les autres renseignements nécessaires.

Si le requérant refuse de communiquer des informations sur lui-même ou s'il fournit des renseignements notoirement faux sur les raisons de sa demande, il est mis immédiatement fin à celle-ci et le requérant se voit refuser le statut de réfugié conformément à la législation en vigueur.

Toutes les informations communiquées par le requérant au sujet de sa personne et de sa famille et tous les renseignements fournis durant l'entretien sont consignés dans le questionnaire.

La demande, le questionnaire et les réponses du requérant sont communiqués pour examen au Ministère de l'intérieur et au Ministère de la sécurité nationale.

Durant le mois qui suit, ces deux ministères procèdent aux vérifications nécessaires et communiquent les résultats de leur enquête au Comité d'État pour les réfugiés et les personnes déplacées.

Le nouveau projet de loi sur la lutte contre le terrorisme prévoit, dans une clause spéciale, le refus d'accorder le statut de réfugié aux personnes qui sont accusées d'avoir commis des actes de terrorisme ou qui ont déjà été condamnées pour de tels actes.

## **Paragraphe 2, alinéa d)**

**Question : Veuillez décrire les mesures juridiques et autres qui sont appliquées en Azerbaïdjan pour empêcher que le territoire de ce pays ne soit utilisé pour commettre des actes de terrorisme au-delà des frontières d'État.**

La législation de la République azerbaïdjanaise interdit d'utiliser le territoire national pour commettre des actes de terrorisme dirigés contre d'autres États.

La Constitution azerbaïdjanaise et la législation interne reconnaissent que non seulement la perpétration directe mais aussi la préparation d'un acte de terrorisme constituent un acte criminel. Comme on l'a déjà fait remarquer à propos du paragraphe 1 a), conformément aux articles 17 et 21 de la loi azerbaïdjanaise sur la lutte contre le terrorisme, les personnes qui participent à un acte de terrorisme sont responsables dans la mesure prévue par la loi; dans le souci du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, de la sécurité de l'État et de la sécurité internationale, il est stipulé sur la base de la législation azerbaïdjanaise et des accords intergouvernementaux auxquels est partie la République, que les personnes qui ont commis des actes de terrorisme ou y ont participé, indépendamment de l'endroit où ceux-ci ont été préparés ou exécutés, sont pénalement responsables, sont punies ou peuvent être livrées à l'État étranger concerné afin d'y être traduites en justice ou d'y purger leur peine.

Conformément aux accords conclus entre le Ministère azerbaïdjanais de l'intérieur et les organes compétents d'autres États, l'Azerbaïdjan s'acquitte des obligations qui lui incombent en ce qui concerne l'alerte rapide d'autres États et l'octroi d'une assistance à ceux-ci à la suite de faits prouvant que des personnes, des groupes ou des organisations ont l'intention de commettre un acte de terrorisme contre un autre État à partir du territoire azerbaïdjanais ou à l'extérieur de ce territoire. Ces mêmes mesures s'appliquent aussi à l'égard des États avec lesquels de tels accords n'ont pas été conclus, sur la base des normes des conventions internationales pertinentes et du droit international dans son ensemble.

Dans la mesure permise par la loi, les forces de l'ordre qui enquêtent sur l'utilisation effective du territoire azerbaïdjanais en vue de commettre des actes de terrorisme à l'égard d'autres États coopèrent avec leurs partenaires étrangers. Toutefois, malgré ces dispositions, les territoires azerbaïdjanais qui continuent d'être occupés par l'Arménie sont utilisés par celle-ci, ainsi que par des terroristes, des groupes de terroristes et des organisations terroristes internationales qui appuient le régime séparatiste du Haut-Karabakh, pour commettre des actes de terrorisme contre l'Azerbaïdjan et d'autres États.

## **Paragraphe 2, alinéa f)**

**Question : Veuillez décrire la procédure appliquée en Azerbaïdjan à l'égard des demandes d'entraide judiciaire d'autres États.**

La République azerbaïdjanaise accorde une entraide judiciaire en matière pénale, conformément aux accords multilatéraux et bilatéraux conclus dans ce domaine et dans celui de l'extradition, au Code de procédure pénale azerbaïdjanaise et à la loi azerbaïdjanaise sur l'entraide judiciaire en matière pénale.

La législation azerbaïdjanaise autorise l'octroi d'une entraide judiciaire en matière pénale aux pays avec lesquels la République azerbaïdjanaise a conclu un accord pertinent, de même qu'avec les pays pour lesquels il n'existe pas d'accord de ce genre. Dans le premier cas, l'entraide judiciaire est demandée conformément aux dispositions de l'accord en question. À l'heure actuelle, l'Azerbaïdjan est partie à deux instruments multilatéraux (la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale de 1959 et la Convention de 1993 de la Communauté d'États indépendants sur l'entraide judiciaire et les relations juridiques en matière civile, familiale et pénale), ainsi qu'à un certain nombre d'instruments bilatéraux (notamment avec la Fédération de Russie, la Turquie, la Géorgie et le Kazakhstan).

Dans le second cas (absence d'accord), l'entraide judiciaire doit être demandée conformément aux dispositions de la loi azerbaïdjanaise sur l'entraide judiciaire en matière pénale et sur la base de la pratique internationale en vigueur. Conformément à la loi, l'autorité compétente de l'État étranger requérant doit adresser sa demande au Ministère azerbaïdjanais de la justice. Cette demande doit faire état des renseignements suivants :

- Nom de l'autorité compétente de l'État étranger requérant;
- Nom de l'organe qui effectue les recherches, les enquêtes et les examens liés à la demande;
- Objet et contenu de la demande;

- Caractéristiques du corps du délit, description des faits et des qualifications de l'acte, texte pénal applicable de l'État étranger requérant;
- Nom, prénoms et domicile de la personne au sujet de laquelle sont demandés une pièce d'identité et un certificat de domicile;
- Autres renseignements nécessaires pour l'examen de la demande d'entraide judiciaire;
- Renseignements sur l'identité et le domicile de la personne au sujet de laquelle sont demandées des informations et des pièces à conviction;
- Renseignements sur la personne dont il est requis d'établir le lieu de résidence et sur son lieu de résidence présumé;
- Description du lieu à perquisitionner ou de la personne à fouiller ainsi que des pièces à conviction (objets à saisir);
- Liste des questions susceptibles d'être posées à la personne en question;
- Montant à verser à la personne demandée par l'État étranger et renseignements sur le remboursement des dépenses.

Aux fins d'entraide judiciaire, le Ministère azerbaïdjanais de la justice peut demander au besoin des renseignements complémentaires.

Le Ministère de la justice ou tout autre organe compétent de la République azerbaïdjanaise répond à une demande d'entraide judiciaire selon les modalités prévues par la loi.

L'entraide judiciaire dans le cadre spécial de la CEI est assurée en conformité avec la Convention du 23 janvier 1993 sur l'entraide judiciaire et les relations juridiques en matière civile, familiale et pénale, ratifiée par le Parlement azerbaïdjanais le 1er septembre 1995, et avec la loi azerbaïdjanaise du 19 juin 2001 sur l'extradition des personnes ayant commis des infractions ou des crimes.

Conformément à l'article 5 de la Convention, les instances judiciaires compétentes des parties contractantes communiquent entre elles par l'intermédiaire de leurs organes centraux.

Aux termes de l'article 56 de la Convention, les parties contractantes s'engagent mutuellement à extraditer, dans les conditions prévues par la Convention, les personnes qui se trouvent sur leur territoire afin que celles-ci soient remises à l'État requérant pour y être jugées ou y subir leur peine.

La demande d'extradition (art. 58 de la Convention) doit contenir les renseignements suivants :

- Nom de l'organisme requérant;
- Description des faits et texte de la loi de l'État requérant sur la base de laquelle l'acte commis est érigé en infraction;
- Nom et prénoms de la personne qui doit être extradée, sa nationalité, son lieu de résidence ou de séjour et, si possible, description de son aspect extérieur et autres renseignements personnels;
- Indication du dommage causé par l'infraction.



La demande d'extradition aux fins de poursuites pénales doit être accompagnée d'une copie certifiée conforme du certificat de prise de corps. La demande d'extradition aux fins d'exécution du jugement doit être accompagnée d'une copie certifiée conforme du jugement avec indication de son entrée en vigueur et texte pénal sur la base duquel la personne a été condamnée. Il convient également d'indiquer si le condamné a déjà purgé une partie de sa peine.

L'extradition n'est pas accordée (art. 57 de la Convention) dans les conditions suivantes :

- Si la personne dont l'extradition est demandée est un ressortissant de la partie contractante requise;
- Si, au moment de la réception de la demande, la procédure pénale ne peut pas être entamée conformément à la législation de la partie contractante requise ou si le jugement ne peut être exécuté en raison de l'expiration du délai de prescription ou pour toute autre raison juridiquement valable;
- Si, à l'égard de la personne dont l'extradition est demandée, un jugement a été porté ou une décision d'arrêt de l'exécution est entrée en vigueur au sujet du même crime ou de la même infraction sur le territoire de la partie contractante requise;
- Si, conformément à la législation de la partie contractante requérante ou de la Partie contractante requise, l'infraction fait l'objet d'une poursuite à titre privé (suivant la déclaration de la victime).

L'extradition peut être refusée si l'infraction a été commise sur le territoire de la partie contractante requise.

En cas de refus d'extradition, les motifs de ce refus doivent être portés à la connaissance de la partie contractante requérante.

## **Paragraphe 2, alinéa g)**

**Question : Prière de communiquer des informations sur les mécanismes de coordination entre organismes chargés de la surveillance des opérations financières douteuses, de la sécurité du contrôle des stupéfiants, et en particulier du contrôle aux frontières.**

S'agissant de la mise en évidence des opérations financières douteuses, le Ministère de l'intérieur coordonne ses activités avec le Ministère des finances, avec la Banque nationale et avec les services compétents du Ministère de la sécurité nationale.

La lutte contre le trafic illicite de stupéfiants est menée dans le pays conformément aux dispositions du droit interne. Les services de l'État chargés d'organiser le contrôle voulu pour la sécurité du trafic des stupéfiants, des substances psychotropes et des précurseurs, et appelés à lutter constamment contre l'extension de la toxicomanie, sont le Ministère de la santé, le Ministère de l'intérieur et les services spécialisés qui relèvent de ces deux ministères, ainsi que d'autres organes de l'État.

L'actualité du problème de la lutte contre le trafic illicite de stupéfiants, des substances psychotropes et des précurseurs fait que l'Azerbaïdjan est en train de se

doter d'un vaste ensemble de dispositions légales permettant de lutter contre ce type d'infraction.

Les tâches des services de l'État en matière de lutte contre la toxicomanie et le trafic illicite de stupéfiants sont définis par le décret présidentiel du 26 août 1996, « Mesures de lutte contre la toxicomanie et le trafic illicite de stupéfiants », et par la loi du 18 juin 1999 « Lutte contre le trafic illicite des stupéfiants, des substances psychotropes et des précurseurs ».

C'est le « Programme national de lutte contre le trafic illicite de stupéfiants et la toxicomanie », approuvé par décret présidentiel du 15 juillet 2000, qui est le document essentiel définissant le rôle et les tâches des organes de répression en matière de lutte contre la toxicomanie et le trafic illicite de stupéfiants, ainsi que ceux d'autres services gouvernementaux appelés à lutter constamment contre l'extension de la toxicomanie et chargés d'organiser les contrôles voulus pour la sécurité du trafic des stupéfiants. C'est en fonction des dispositions de ce programme et d'autres textes législatifs que les organes de répression mènent avec succès et efficacité la lutte contre les délits liés au trafic illicite et à la contrebande des stupéfiants.

La loi « Du ministère public » prévoit que ce dernier contrôle l'application des lois au cours des enquêtes, des investigations et des recherches concernant ce type d'affaires. On prend des mesures efficaces et performantes pour prévenir et empêcher les infractions concernant les stupéfiants.

Les résultats des activités et l'état de l'application des dispositions du Programme sont régulièrement examinés lors des séances de la Commission nationale de lutte contre la toxicomanie et le trafic illicite de stupéfiants, qui est l'organe central de coordination de la coopération interservices dans ce domaine.

### **Paragraphe 3, alinéas a), b) et c)**

**Question : Prière d'exposer les mesures prises ou envisagées en application de ces alinéas.**

Voir les réponses au paragraphe 2, alinéas b), d), f) et g), et au paragraphe 3, alinéa e).

### **Paragraphe 3, alinéa d)**

**Question : Le Comité contre le terrorisme serait heureux de recevoir un rapport concernant les conventions et protocoles de lutte contre le terrorisme et les progrès de l'Azerbaïdjan pour ce qui est des aspects suivants :**

- Introduction dans la législation et application d'autres mesures visant l'application des instruments de droit international auxquels l'Azerbaïdjan est partie.

L'Azerbaïdjan est partie à huit conventions internationales de lutte contre le terrorisme. Les dispositions en ont été en partie intégrées à la législation interne, et l'intégration complète de l'ensemble des obligations assumées en vertu de ces conventions doit faire l'objet d'une nouvelle loi sur la lutte antiterroriste et de modifications de la législation pénale, financière et bancaire.

L'Azerbaïdjan a signé la Convention européenne d'extradition (1957) et les deux protocoles additionnels du 15 octobre 1975 et du 17 mars 1978, la Convention européenne pour la répression du terrorisme (1977), le Protocole additionnel à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 17 mars 1978, la Convention européenne sur la transmission des procédures répressives du 17 mai 1972, et la Convention relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime du 8 novembre 1990. Les procédures internes de ratification de ces instruments sont en cours.

– Adhésion aux instruments auxquels il n'est pas encore partie.

L'Azerbaïdjan est disposé à adhérer aux conventions internationales de lutte antiterroriste qu'il n'a pas encore signées; la question est actuellement à l'étude.

### **Paragraphe 3, alinéa e)**

**Question : Prière de communiquer une liste des pays avec lesquels l'Azerbaïdjan a conclu des traités bilatéraux de la lutte antiterroriste et d'extradition.**

L'Azerbaïdjan a conclu des traités bilatéraux d'extradition avec les pays ci-après :

1. Fédération de Russie – Traité concernant l'entraide judiciaire et les relations judiciaires en matière familiale, civile et pénale
2. Géorgie – Traité concernant l'entraide judiciaire et les relations judiciaires en matière familiale, civile et pénale
3. Kazakhstan – Traité concernant l'entraide judiciaire et les relations judiciaires en matière civile
4. Ouzbékistan - Traité concernant l'entraide judiciaire et les relations judiciaires en matière familiale, civile et pénale
5. Kirghizistan – Traité d'extradition
6. Lituanie – Traité concernant l'entraide judiciaire et les relations judiciaires en matière familiale, civile et pénale
7. Turquie – Traité concernant l'entraide judiciaire en matière civile, commerciale et pénale
8. Bulgarie – Traité d'extradition
9. République islamique d'Iran – Traité d'extradition

S'agissant de traités bilatéraux de lutte antiterroriste, il faut noter que le Ministère de la sécurité nationale de l'Azerbaïdjan et le Service fédéral de sécurité de la Fédération de Russie ont signé un Protocole de coopération pour la lutte contre le terrorisme international et un Protocole de coopération et d'entraide des organes de sécurité et des services spéciaux des États membres de la Communauté d'États indépendants pour la lutte contre le terrorisme religieux, ethnique et politique, le séparatisme et autres activités extrémistes. Des traités analogues ont été signés également avec les services spéciaux du Bélarus, de l'Ukraine, du Moldova, de la

Géorgie, du Kirghizistan, du Kazakhstan, de l'Ouzbékistan, du Turkménistan, du Tadjikistan, de l'Égypte et de la Turquie.

**Question : Prière d'indiquer si les crimes énumérés dans les conventions internationales appropriées sont inclus en tant que crimes pouvant donner lieu à extradition dans les traités bilatéraux conclus par l'Azerbaïdjan avec d'autres pays.**

Tous les crimes énumérés dans les conventions internationales de lutte antiterroriste sont inclus en tant que crimes pouvant donner lieu à extradition dans les traités d'extradition et d'entraide judiciaire.

### **Paragraphe 3, alinéas f) et g)**

**Question : Prière de communiquer brièvement la teneur des mesures juridiques et autres ayant force de loi et habilitant à agir conformément à ces alinéas.**

Voir paragraphe 2, alinéa c).

### **Paragraphe 4**

**Question : L'Azerbaïdjan a-t-il pris des mesures répondant aux dispositions du paragraphe 4?**

La coopération sous-régionale, régionale et mondiale pour la lutte contre le terrorisme international, la criminalité transnationale organisée, le blanchiment d'argent, le trafic illicite de stupéfiants, de substances psychotropes et d'armes, et le transfert illégal de matières nucléaires, chimiques, biologiques et autres présentant un danger mortel découle du fait que l'Azerbaïdjan est membre d'organisations internationales ainsi que de ses relations bilatérales.

L'Azerbaïdjan est partie à la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988 (instrument No 356 du 28 octobre 1992), à la Convention unique sur les stupéfiants de 1961 (Loi No 550-IQ du 1er décembre 1998), à l'Accord partiel de coopération en matière de lutte contre l'abus et le trafic illicite des stupéfiants établissant le Groupe Pompidou [résolutions (80) 2 et (80) 15 du 27 mars 1980 du Comité ministériel du Conseil de l'Europe, loi sur l'adhésion de la République d'Azerbaïdjan No 78-IIQ du 16 février 2001]. En décembre 2000, l'Azerbaïdjan a également signé la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée avec le Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, et le Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer.

À l'échelon régional, dans le cadre de l'Union Géorgie, Ukraine, Ouzbékistan, Azerbaïdjan, Moldova, la réunion (Bakou, 7 et 8 novembre 2001) des représentants des ministères et services compétents, consacrée à la sécurité et à l'efficacité du fonctionnement des couloirs de transport, a permis de définir des orientations concrètes et des domaines de coopération, parmi lesquels les mesures destinées à empêcher l'utilisation de ces couloirs à des fins terroristes, extrémistes et criminelles, à prévenir le commerce illicite des armes, à lutter contre le narcobusiness, à prévenir la migration illicite, à lutter contre la diffusion illicite de

technologies à double usage, à perfectionner le système d'échanges d'informations concrètes entre services des douanes.

Dans le cadre de la Communauté d'États indépendants, c'est sur les dispositions du Programme intergouvernemental 2000-2003 de mesures conjointes de lutte contre la criminalité et du Programme de lutte contre le terrorisme international et d'autres manifestations d'extrémisme des États membres de la Communauté d'États indépendants pour la période allant jusqu'à 2003, approuvés par les chefs d'État des pays membres de la Communauté d'États indépendants (CEI), que se fonde la coopération du Ministère de l'intérieur de l'Azerbaïdjan et des forces de l'ordre des autres États membres, coopération au titre de laquelle est prévue la réalisation d'un vaste ensemble de mesures conjointes, d'ordre organisationnel et pratique afin d'empêcher que le territoire azerbaïdjanais puisse servir au transit de drogues à destination de pays d'Europe et d'autres régions, de lutter contre le terrorisme, contre le trafic illicite d'armes, d'explosifs et de matières radioactives, contre le blanchiment de l'argent sale et d'autres formes de criminalité transnationale organisée. Le 6 août 2001, à Tcholpon-Ata, lors d'une réunion du Conseil des ministres de l'intérieur des États membres de la Communauté d'États indépendants, a été signé un Accord de coopération des ministères de l'intérieur concernant la lutte antiterroriste.

Le 2 octobre 1998, l'Azerbaïdjan a signé dans le cadre de l'Organisation de coopération économique de la mer Noire un Accord de coopération pour la lutte contre la criminalité, en particulier contre ses formes organisées.

Le 7 août 2000, une conférence tenue en Azerbaïdjan et organisée par le Comité national de lutte contre la toxicomanie et le trafic illicite de drogues, en coopération avec l'Assemblée mondiale de la jeunesse islamique (Arabie saoudite), a été consacrée aux problèmes de drogues parmi les jeunes.

Les efforts déployés par l'Azerbaïdjan pour renforcer la coopération avec les pays européens pour la lutte contre la criminalité organisée lui ont permis d'être admis le 8 avril 2002 en tant qu'observateur au Centre régional de l'Initiative de coopération pour l'Europe du Sud-Est.

Comme on l'a noté précédemment, un accord tripartite a été signé entre l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie lors d'une réunion tenue les 29 et 30 août 2002 à Trébizonde : il porte sur la coopération pour la lutte contre le terrorisme, la criminalité organisée, le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, le blanchiment d'argent, la contrebande d'armes et d'autres crimes graves.

S'agissant d'accords bilatéraux signés par les autorités compétentes de l'Azerbaïdjan, on peut signaler les suivants :

- Accord de coopération entre le Comité gouvernemental des douanes de l'Azerbaïdjan et le Ministère du budget du Kazakhstan, pour la lutte contre la contrebande et les infractions à la réglementation douanière, ainsi que contre le trafic illicite d'armes, de munitions, d'explosifs et de précurseurs, signé à Bakou le 7 avril 2000;
- Accord intergouvernemental de coopération entre l'Azerbaïdjan et l'Ouzbékistan pour la lutte contre la criminalité, signé le 25 juillet 2000 à Bakou;

- Accord de coopération entre le Comité gouvernemental des douanes de l'Azerbaïdjan et le Comité gouvernemental des douanes de l'Ouzbékistan pour la lutte contre la contrebande et les infractions à la réglementation douanière, signé à Bakou le 25 juillet 2000.

La lutte contre le trafic illicite de stupéfiants a fait l'objet d'accords de coopération mutuelle avec les autorités compétentes des États-Unis d'Amérique, de l'Allemagne, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de l'Iran, de l'Égypte, des pays du golfe Persique, de la CEI et d'autres pays. L'Azerbaïdjan collabore activement avec le bureau d'Interpol à Bakou. Des mesures allant dans le même sens ont été prises avec le Programme des Nations Unies pour le développement, dans le cadre du projet multilatéral d'aide pour le contrôle des drogues (1997-1999). La coopération se poursuit à l'heure actuelle avec le centre international d'analyse scientifique « Antinarcotism », et avec le Fonds de lutte contre la toxicomanie. Les services gouvernementaux compétents de l'Azerbaïdjan et les organisations non gouvernementales à l'oeuvre dans le pays ont notamment bénéficié d'une aide matérielle et technique et d'une aide à la formation; on a organisé des conférences scientifiques et pratiques, un travail de communication a été mené dans la population, parmi les élèves, étudiants et les militaires, et une aide a été fournie à des projets de prévention sanitaire.

À l'échelon national, comme on l'a noté au paragraphe 2 g), la législation de base, pour la lutte contre les délits concernant les drogues, comprend le décret présidentiel du 26 août 1996, « Mesures de lutte contre la toxicomanie et le trafic illicite de stupéfiants » et les lois « Lutte contre le trafic illicite des stupéfiants, des substances psychotropes et des précurseurs », « De la police », « Des investigations et enquêtes », « Lutte contre le terrorisme », « Service de toxicologie et contrôle toxicologique », ainsi que le code pénal et le code de procédure pénale, entérinés par la Commission des questions juridiques du Conseil de l'Europe.

Le Comité gouvernemental de contrôle des drogues, présidé par le Vice-Premier Ministre, est chargé de définir les politiques de lutte contre le trafic illicite de stupéfiants. Le Ministère de l'intérieur continue pour sa part à appliquer dans le sud de l'Azerbaïdjan, le long de la frontière avec l'Iran, un programme de mesures appliquées conjointement avec les autorités locales dans ce domaine. La Commission gouvernementale de lutte contre la toxicomanie et le trafic illicite de stupéfiants a commencé en 2000 à créer des commissions régionales.

Un train de mesures de recherche et de prévention baptisé « Hash-Hash » est réalisé sur l'ensemble du territoire azerbaïdjanais. Mais la partie du territoire occupée par l'Arménie continue à servir au transport de stupéfiants qui, dans la zone contrôlée par les forces arméniennes, traversent la frontière azerbaïdjano-iranienne, longue d'environ 130 kilomètres.

### **Questions diverses :**

**Question : L'Azerbaïdjan pourrait-il communiquer des renseignements sur la structure de l'appareil administratif (police, contrôle de l'immigration, services douaniers et fisc, organes de contrôle financier, etc.) mis en place pour l'application des lois, règlements et autres textes permettant de mettre en oeuvre la résolution?**

Les organes de contrôle financier sont notamment le Ministère des finances, le Ministère des impôts, et la Banque nationale.

Le contrôle de l'immigration est assuré notamment par les gardes frontière du Ministère de la sécurité nationale, le Service des visas et de l'immatriculation du Ministère de l'intérieur, et les services consulaires du Ministère des affaires étrangères.

L'organigramme du Ministère des impôts figure à l'appendice I.

La structure du Comité gouvernemental des douanes (approuvée par décret présidentiel No 510 du 19 juin 2001) est la suivante :

1. Direction :
  - Président
  - Premier Vice-Président
  - Vice-Présidents (3)
2. Structure du Comité gouvernemental des douanes :
  - Secrétariat
  - Direction de l'organisation du contrôle douanier
  - Direction de lutte contre la contrebande et les infractions à la réglementation douanière
  - Direction des tarifs financiers et du contrôle des changes
  - Service du personnel
  - Service de contrôle interne
  - Service des enquêtes
  - Service des relations internationales
  - Service de la statistique et des technologies de l'information
  - Service de presse
  - Service du fonctionnement
  - Service des équipements et matériels
  - Service juridique
  - Service des analyses
  - Service secret
  - Service de la comptabilité et des inventaires
  - Service des gardes douaniers
  - Service des permanences
3. Services et organismes douaniers relevant du Comité gouvernemental des douanes :
  - Comité des douanes du Nakhitchevan

- Direction des douanes de la ville de Bakou
- Direction des douanes des transports aériens
- Direction de la défense des intérêts économiques azerbaïdjanais en mer Caspienne
- Douanes énergétiques
- Douane de la ville de Nakhitchevan
- Poste douanier d'Astara
- Poste douanier de Balakan
- Poste douanier de Bilesouvar
- Poste douanier d'Ali-Baïramly
- Poste douanier d'Evlakh
- Poste douanier de Guiandji
- Poste douanier de Sadarak
- Poste douanier de Soumgaït
- Poste douanier de Tovouz
- Poste douanier de Khatchmaz
- Poste douanier de Khoudaferine
- Poste douanier de Djoulfa
- Laboratoire central
- « Azerterminalkompleks » – entreprise automobile de l'union économique internationale
- Centre de formation
- Centre de sport et de santé



**Appendice I**